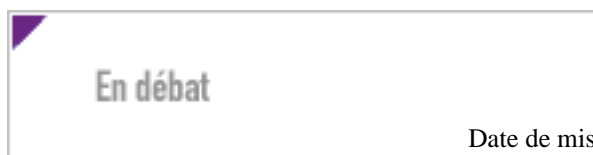


Extrait du econokoi.org - A faire, à penser pour une économie solidaire

<http://econokoi.org>

# pourquoi économie solidaire

- en debat - En jeu -



Date de mise en ligne : mardi 19 dcembre 2006

## **Description :**

Que nous est-il arrivé avec l'économie ? C est une question que l on peut se poser où que l on se trouve dans le monde, au Nord comme au Sud. Si beaucoup d immigrés quittent leur pays croyant qu en Europe "il y a du travail pour tous", et que ce sera une sorte de paradis et une échappatoire à la misère, la situation est loin d être aussi idyllique à l arrivée. La pauvreté et l exclusion sont présentes dans nos contrées depuis des décennies, bien visibles au quotidien, y compris pour les yeux qui ne veulent pas voir.

---

**econokoi.org - A faire, à penser pour une économie solidaire**

---

### **Que nous est-il arrivé avec l'économie ? C est une question que l on peut se poser où que l on se trouve dans le monde, au Nord comme au Sud.**

Si beaucoup d'immigrés quittent leur pays croyant qu'en Europe "il y a du travail pour tous", et que ce sera une sorte de paradis et une échappatoire à la misère, la situation est loin d'être aussi idyllique à l'arrivée. La pauvreté et l'exclusion sont présentes dans nos contrées depuis des décennies, bien visibles au quotidien, y compris pour les yeux qui ne veulent pas voir.

Comment le citoyen et même le politique ont-ils pu accepter de considérer l'économie comme un système "à part", dissocié des individus, avec des règles propres, sur lequel on ne peut intervenir ?

Chemin faisant, on finit par trouver "normales" ou "fatales" certaines soit-disant règles du marché et de l'économie : il est normal de délocaliser en Chine et de fermer une usine de 2000 salariés. Un vocabulaire préoccupant devient aussi courant qu'impensé : quand une personne ne dispose pas des qualifications nécessaires pour accéder au marché du travail traditionnel, elle est "inemployable" ; aux Pays-Bas, il y a une dizaine d'années, certains chômeurs, étiquetés "handicapés sociaux", pouvaient ainsi disparaître des statistiques du chômage. Chez nous, on qualifie, sans sourciller, les personnes d'"exclus", de "bénéficiaires", de "Rmistes", etc.

Le psychiatre Christophe Desjours dénonçait dans les années 90, dans son magnifique ouvrage *Souffrance en France*, tout un lexique usuel dans le secteur des Ressources Humaines, intégrant des mots tels que "dégraissage", "charrette de licenciement", "plan social" qui deshumanisent la relation de travail. Il expliquait cette façon de s'anesthésier face à la souffrance de l'autre à partir de la notion de "banalisation du mal", utilisée par Hannah Arendt lorsqu'elle analysait l'extermination des juifs.

Dans certaines zones en Ile-de-France, la population est majoritairement jeune et le taux de chômage atteint 45 %. Des chercheurs et des journalistes ont réfléchi sur le sens du feu comme attaque aux institutions lors des émeutes de 2005. Les caissières à temps partiel imposé que nous rencontrons au supermarché du coin n'ont pas la possibilité de rechigner. Et les stagiaires créent un mouvement de jeunes masqués pour protester contre l'exploitation des étudiants et des jeunes diplômés.

Face à cette réalité d'exclusion de pans entiers de la population et de précarisation du travail d'une part, et de dépossession du citoyen face au monde économique d'autre part, des initiatives se sont développées depuis des années, des courants de pensée alimentent une réflexion sur ce que pourrait être une autre économie.

Mais peut-on encore rebrousser chemin ? Comment faire, puisque l'on sait que l'addition de micro-projets ne fait pas une nouvelle économie ?

Pour les tenants de l'économie solidaire, s'il n'est pas possible d'envisager de remplacer le système économique actuel, il n'est pas concevable non plus de se contenter de panser les plaies, de remédier aux conséquences sans toucher aux causes. Il existe ainsi un secteur économique, composé d'initiatives de terrain pour lesquelles la personne et la valeur-travail comptent, pour lesquelles démocratie et engagement citoyen sont essentiels. Leurs acteurs refusent, comme le dit Jean-Louis Laville, que l'économie soit réduite au marché, et que l'on assimile "entreprise" à "entreprise capitaliste".

Ces acteurs ont besoin de s'organiser pour asseoir et renforcer leur place dans le monde économique. Il leur est vital de faire connaître leur spécificité et leurs valeurs. Ils doivent être soutenus par des institutionnels, des

consommateurs et des citoyens tout court. Ils ont besoin de trouver appui sur des politiques claires et des alliances à long terme.

Ils gagneraient aussi à "sortir la tête du guidon", à réfléchir sur leurs pratiques, à se ressourcer et s outiller, à mieux se connaître pour pouvoir travailler ensemble.

Pour répondre à cet enjeu à la fois technique et politique du fait de ses intentions et de ses finalités, L AMI apporte des propositions et ouvre, à travers ce site, un espace de travail collectif.